

sek·feps

« La famille » dans une perspective politique Conférence de Diaconie et Conférence Femmes de la FEPS Mardi 26 octobre 2004 à Berne

Intervention de Mme Thérèse Meyer-Kaelin

La politique pour moi, est tout simplement l'organisation de la vie de la ville, du canton, du pays.
Organiser la vie pour qui ? pour quoi ?

Pour moi, cette organisation doit permettre l'épanouissement de l'être humain, c'est la seule chose qui m'intéresse.

Malgré cette certitude, les solutions ne tombent pas du ciel, même si la prière n'est pas absente de la quête de bonnes idées, surtout d'idées applicables et qui sont susceptibles d'être acceptées, au moins par une majorité. Nous avons la chance de bénéficier d'une démocratie très développée et les exigences pour réussir sont très hautes.

Et la famille dans tout cela ? La famille pour moi est cette cellule de base, cette entité, ce creuset où va se forger l'épanouissement de l'être humain. C'est pour cela que je l'aimerais forte et responsable. C'est pour cela que je désire que les conditions-cadres dans lesquelles, elle doit évoluer soient les meilleures possibles.

Une des définitions de « la famille » souvent entendue est : une communauté où vivent des personnes liées, de deux générations. Peu importe la définition, les familles qu'elles soient traditionnelles, monoparentales ou recomposées doivent être soutenues.

La famille fait tellement partie de notre vie quotidienne que, bien souvent, nous n'y faisons plus attention. Non par indifférence, mais parce que nous sommes trop pris, accaparés par une multitude de tâches et d'engagements.

La famille :

- C'est la vie matérielle et l'entretien d'une maison
- C'est l'éducation des plus petits, avec leurs sollicitations multiples
- C'est le temps de l'école et les questions liées à l'orientation
- C'est la présence des grands adolescents, qu'il faut écouter
- C'est l'écoute et l'affection partagée avec les anciens

Toutes ces dimensions sont importantes, mais elles ne doivent pas faire oublier l'essentiel : la famille n'est pas une réalité qui existe pour elle-même, elle est d'abord au service de la croissance de l'être humain pour lui permettre de grandir et d'aimer.

C'est la raison pour laquelle la place de la famille et des familles dans nos sociétés est très importante. Non pour défendre un modèle politique ou social particulier, mais pour permettre à des personnes, adultes ou enfants, jeunes ou vieux, de s'épanouir et de vivre ensemble.

Actuellement, il faut avouer que les familles ne sont pas suffisamment soutenues.

Nous savons pertinemment aujourd'hui que le désir d'enfants est plus élevé que le nombre d'enfants qui naissent. Comme j'ai une responsabilité politique, comment ne pas être interpellée par cette réalité ?

La question n'est pas d'être « nataliste » ou pas, mais bien de voir que la politique familiale n'existe pratiquement pas au plan fédéral. Il est de notre responsabilité (de la mienne) d'instituer des conditions qui au moins ne découragent pas les couples qui désirent avoir un enfant ou un enfant de plus.

Dans l'idéal, je souhaiterais, bien sûr, que chaque famille puisse être indépendante et responsable de son destin, de son développement et de ses besoins matériels. Force est de constater, que dans notre pays, les conditions de base ne sont pas données pour atteindre cet objectif. Il est hors de question de décréter que la famille est exclusivement d'ordre privé. C'est à mon avis, l'entité la plus importante qui doit permettre à la société de se développer de façon harmonieuse et de permettre l'épanouissement de ses membres.

Les familles sont trop chargées financièrement et la conciliation de la vie familiale et professionnelle s'assimile souvent au parcours du combattant.

Les conséquences d'un déséquilibre démographique ont été abondamment décrites, mais malgré cela, nous ne disposons pas, dans notre pays, d'une politique familiale digne de ce nom.

Après 60 ans de patience et d'efforts énormes, nous avons enfin obtenus que le congé maternité soit compensé de manière organisée, c'est un premier pas et un enseignement.

Pour réussir, il faut fixer des priorités, avancer à petits pas, prévoir des projets équilibrés et convaincre. Persuadés de la valeur de l'entité familiale et de son rôle primordial pour le développement d'une société équilibrée, harmonieuse et épanouie, nous voulons construire une vraie politique familiale dans ce pays.

Nous postulons pour un cadre de vie favorable aux familles.

Les décisions politiques doivent être compatibles avec les besoins des familles.

Nous luttons pour l'égalité des chances.

La protection et le bien-être de l'enfant sont au centre de notre action.

Notre politique familiale soutient spécialement la classe moyenne et les couches socialement défavorisées.

Nous voulons un allègement des charges incombant aux familles au niveau de la fiscalité et des contributions aux assurances sociales.

Pratiquement, nous demandons :

- L'harmonisation des allocations familiales dans le pays
- Des prestations complémentaires pour les familles à revenus modestes
- Des allègements fiscaux avec déductions pour enfants et frais de garde
- Des allègements pour les primes de caisses-maladie.
- La poursuite du programme de création de places d'accueil extrascolaires
- Des horaires scolaires unifiés

C'est un programme ambitieux qu'il faut mener avec doigté et opiniâtreté pour dégager des majorités. Expérience faite, de tous bords, le soutien à la famille est déclaré indispensable, mais quand vient le moment de la décision finale qui motivera l'application d'une amélioration, le moment est déclaré mal choisi, même quand la prospérité est au rendez-vous.

Je suis heureuse de pouvoir partager ces soucis, ces projets pratiques et ces espoirs avec vous aujourd'hui.

MERCI !

Estavayer-le-Lac, le 25.10.04

Thérèse Meyer-Kaelin